



Chine et USA engagés dans une nouvelle guerre froide pour l'or noir africain

Le Darfour ? C'est une affaire de pétrole idiot...

Par [F. William Engdahl](#)

Mondialisation.ca, 31 mai 2007

31 mai 2007

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Pétrole, Gaz de schiste, Énergie](#)

Durant la campagne électorale de 1992 aux USA, un certain William Jefferson Clinton, alors inconnu, avait lancé au président d'alors George Herbert Bush : « C'est l'économie, idiot ». On pourrait paraphraser aujourd'hui ce trait d'esprit. En effet, à y regarder de plus près, les préoccupations de l'actuelle administration de Washington sur le Darfour au Soudan méridional ne relèvent pas d'une inquiétude authentique sur un génocide contre les peuples de la partie la plus pauvre d'entre les plus pauvres de cette région abandonnée de l'Afrique. Non. « C'est le pétrole, idiot. »

Ce constat a une forte dimension de cynisme, si on considère que la même administration washingtonienne n'a eu aucun scrupule face au génocide qu'elle a organisé en Irak, dans le but de s'assurer l'accès aux énormes gisements pétroliers de ce pays. Qu'est-ce qui est donc en jeu dans la bataille du Darfour ? Le contrôle du pétrole, des tas et des tas de pétrole.

Le cas de Darfour, un immense territoire desséché par le soleil au sud du Soudan, illustre la nouvelle guerre froide pour le pétrole, où l'augmentation dramatique de la demande de pétrole de la Chine pour alimenter sa croissance explosive a amené Pékin à s'embarquer dans une politique agressive fondée- ironiquement - sur une diplomatie du dollar. Avec ses réserves, principalement en dollars, de plus de 1.3 billions de \$, dans principalement des réservations du dollar d'USA à la Banque nationale populaire de Chine, Pékin s'engage dans une géopolitique active du pétrole. L'Afrique est son principal territoire de chasse, et en Afrique, la région centrale entre le Soudan et le Tchad est une priorité. Ceci définit un nouveau front important dans ce qui, depuis l'invasion par les USA de l'Irak en 2003, est une nouvelle guerre froide entre Washington et Pékin pour le contrôle des sources principales de pétrole. Jusqu'ici Pékin a joué un peu plus habilement que Washington. Le Darfour est un champ de bataille majeur dans cette compétition à forts enjeux pour le contrôle du pétrole.

La diplomatie pétrolière de la Chine

Ces derniers mois, Pékin s'est embarqué dans une série d'initiatives destinées à lui assurer sur le long terme l'accès à des sources de matières premières d'une des régions les plus fournies de la planète - le sous-continent africain. Aucune matière première n'a une priorité plus élevée pour Pékin actuellement que le pétrole dont elle veut s'assurer l'approvisionnement à long terme.

Aujourd'hui la Chine tire environ 30% de son pétrole brut d'Afrique. Cela explique une série

extraordinaire d'initiatives diplomatiques qui ont rendu Washington furieux. La Chine utilise des crédits sans conditions en dollars pour accéder aux vastes richesses en matières premières de l'Afrique, ce qui met hors jeu le jeu classique du contrôle exercé par Washington via la Banque mondiale et le FMI. Qui a besoin de la médecine douloureuse du FMI quand la Chine offre des conditions avantageuses et, par-dessus le marché, construit des routes et des écoles?

En novembre 2006 Pékin a accueilli un sommet extraordinaire de 40 chefs d'État africains. Elle a littéralement déployé le tapis rouge pour les dirigeants entre autres de l'Algérie, du Nigeria, du Mali, de l'Angola, de la République centrafricaine, de la Zambie et de l'Afrique Du sud.

La Chine vent de conclure un deal pétrolier avec deux des plus grandes nations du continent - le Nigeria et l'Afrique du sud. La CNPC (*China National Petroleum Corporation* - Compagnie nationale pétrolière de Chine) importera du pétrole du Nigeria, par le biais d'un consortium qui inclut également la *South African Petroleum Co.*, ce qui permettra à la Chine d'obtenir de l'ordre de 175.000 barils par jour en 2008. C'est une affaire 2.27 milliards de \$ qui donne à la CNPC - société d'État - 45% de la production d'un vaste champ pétrolier off shore nigérian. . Jusqu'ici, le Nigeria avait été considéré à Washington comme une chasse gardée des majors anglo-usaméricaines, ExxonMobil, Shell et Chevron.

La Chine a distribué généreusement des prêts souples, sans intérêts ni garanties, à certains des États débiteurs les plus pauvres de l'Afrique. Les prêts sont allés à des travaux d'infrastructures - routes, hôpitaux, et écoles -, contrastant fortement avec les demandes brutales d'austérité de la Banque mondiale et du FMI. En 2006 la Chine a fourni plus de 8 milliards de \$ au Nigeria, à l'Angola et au Mozambique, contre 2.3 milliards pour toute l'Afrique subsaharienne de la Banque mondiale. Le Ghana est en train de négocier un prêt chinois pour l'électrification du Chinois de 1.2 milliards de \$. À la différence de la Banque mondiale, qui est de facto un bras de politique économique étrangère des USA, Chine n'attache astucieusement aucune condition à ses prêts.

Cette diplomatie chinoise liée au pétrole a conduit Washington à lancer l'accusation loufoque que Pékin essaye de « s'assurer les sources pétrolières », ce qui a été un objectif de la politique qu'étrangère de Washington depuis au moins un siècle.

Aucune source de pétrole n'a été plus au centre du conflit pétrolier Chine-USA que le Soudan, où se trouve le Darfour.

La richesse pétrolière du Soudan

La *China National Petroleum Company*, est le plus grand investisseur étranger au Soudan, avec environ 5 milliards de \$ dans le développement des champs pétroliers. Depuis 1999 la Chine a investi au moins 15 milliards de \$ au Soudan. Elle possède 50% d'une raffinerie de pétrole près de Khartoum avec le gouvernement du Soudan. Les gisements de pétrole (voir la carte) sont concentrés dans le sud, théâtre d'une guerre civile qui mijote depuis longtemps, financée en partie secrètement par les USA, pour arracher le sud au nord islamique de Khartoum..

La CNPC a construit un pipe-line de ses blocs de concession 1, 2 et 4 au Soudan méridional,

vers un nouveau terminal à Port-Soudan sur la Mer rouge où le pétrole est chargé sur des tankers pour la Chine. Huit pour cent de pétrole consommé par la Chine viennent maintenant du Soudan méridional. La Chine prélève de 65% à 80% des 500.000 barils/jour produits par le Soudan. Le Soudan était l'année la quatrième source étrangère du pétrole pour la Chine. En 2006 la Chine a pris la place du Japon comme second importateur mondial par ordre d'importance après les USA, important 6.5 millions de barils par jour d'or noir. Avec une demande de pétrole augmentant d'environ 30% par an, la Chine dépassera les USA dans la demande d'importation de pétrole dans quelques années. Cette réalité est le moteur de la politique étrangère de Pékin en Afrique.



Les concessions pétrolières et gazières en 2002. Source : USAID

Un regard sur les concessions pétrolières du Soudan méridional montre que la CNPC détient des droits sur le bloc 6 qui chevauche le Darfour, près de la frontière avec le Tchad et la République centrafricaine. En avril 2005 le gouvernement soudanais annonçait avoir trouvé du pétrole au Sud-Darfour, où l'on estime que pourraient être pompés 500 0000 barils/jour. La presse mondiale a oublié ce fait vital lorsqu'elle parle du conflit au Darfour.

De l'usage du génocide pour militariser la région pétrolière du Soudan

Le thème préféré de cette presse est le génocide et Washington est le chef d'orchestre. Curieusement, alors que tous les observateurs reconnaissent que le Darfour a connu de grands déplacements humains et une misère et des dizaines humaines de milliers ou même pas moins que 300.000 morts au cours de ces dernières années, seuls Washington et les ONG qui lui sont proches utilisent le terme chargé de « génocide » pour parler du Darfour. S'ils peuvent faire endosser l'accusation de génocide par une large opinion, cela ouvre la possibilité d'une intervention musclée de l'OTAN et de fait de Washington, dans les affaires internes du Soudan, en faveur d'un « changement de régime ».

Le thème du génocide a été utilisé, avec le soutien total de Hollywood et de stars comme George Clooney, pour orchestrer l'affaire vers une occupation de fait de la région par l'OTAN. Jusqu'ici le gouvernement du Soudan a énergiquement refusé, ce qui n'est pas surprenant.

Le gouvernement US évoque répétitivement le « génocide » à propos du Darfour. C'est le seul gouvernement à le faire. Secrétaire d'État adjointe des Ellen Sauerbrey, chef du Bureau des populations, des réfugiés et des migrations, a dit dans une interview en ligne d'USINFO le 17 novembre dernier : « Le génocide en cours au Darfour, Soudan - 'une violation grossière ' des droits humains - est parmi les premiers sujets internationaux de préoccupation des USA. » L'administration Bush insiste à dire qu'un génocide est en cours au Darfour depuis 2003, malgré le fait que une mission de cinq personnes de l'ONU, conduite par le juge italien Cassese, ait relaté en 2004 qu'aucun génocide n'avait été commis au Darfour, mais plutôt des violations graves des droits humains. Ils ont réclamé des procès pour crimes de guerre.

Marchands de mort

Les USA, agissant par des alliés de substitution au Tchad et dans les pays voisins ont entraîné et ont armé l'Armée de libération du Peuple du Soudan (SPLA), dirigée jusqu'à sa mort en juillet 2005, par John Garang, formé à l'École de forces spéciales US à Fort Benning, en Géorgie.

En déversant des armes au sud-Soudan, dans l'est du pays, d'abord puis, après la découverte de pétrole au Darfour, dans cette région également, Washington a alimenté le conflit qui a causé des dizaines de milliers de morts et a contraint plusieurs millions de personnes à fuir leurs foyers. L'Érythrée accueille et soutient la SPLA, la coalition d'opposition NDA ainsi que les rebelles du Front oriental et du Darfour.

Deux groupes rebelles combattent au Darfour le gouvernement central de Khartoum du président Omar Al Bashir - le Mouvement pour la justice et l'égalité (JEM) et l'Armée de libération du Soudan (SLA), qui est plus importante.

En février 2003 la SLA a lancé des attaques contre des positions gouvernementales au Darfour. Son secrétaire général Minni Arkou Minnawi a lancé un appel à la lutte armée, accusant le gouvernement d'ignorer le Darfour. « L'objectif de la SLA est de créer un Soudan démocratique uni. » Autrement dit un changement de régime au Soudan. Le Sénat des USA a adopté une résolution en février 2006 demandant l'envoi de troupes de l'OTAN au Darfour, ainsi qu'une force de maintien de la paix de l'Onu plus consistante, avec un mandat solide. Un mois plus tard, le Président Bush a également réclamé des troupes supplémentaires de l'OTAN au Darfour. Ho Ho... Génocide ? Ou pétrole ?



Enfants soldats, Akobo, sud-Soudan, juillet 2006. Photo IRIN

Le Pentagone s'est démené pour former des officiers africains aux USA, beaucoup comme il l'a fait pour les officiers latino-américains pendant des décennies. Son Programme militaire international d'éducation et de formation (IMET) a formé des officiers du Tchad, d'Éthiopie, d'Érythrée, du Cameroun et de République centrafricaine, tous les pays frontaliers du Soudan. Une grande partie des armes qui ont servi aux tueries au Darfour et dans le Sud ont été apportés dedans par d'obscurs « marchands privés de mort » privés et protégés, comme Victor Bout, ancien agent opérationnel du KGB de notoriété publique, qui a maintenant des bureaux aux USA. Bout a été cité à plusieurs reprises ces dernières années comme vendeur d'armes à travers l'Afrique. Les fonctionnaires de gouvernement des USA le laissent curieusement mener ses opérations au Texas et en Floride intacts en dépit du fait qu'il est sur la liste des personnes recherchées par Interpol pour blanchiment d'argent.

L'aide au développement des USA pour toute l'Afrique subsaharienne, Tchad compris, a été fortement diminuée tandis que leur aide militaire augmentait. Les raisons en sont le pétrole et la bousculade pour les matières stratégiques. La région du sud-Soudan du Haut Nil aux frontières du Tchad est riche en pétrole. Washington savait cela bien avant le gouvernement soudanais.

Le projet pétrolier de Chevron de 1974

Les majors pétrolières US connaissaient la richesse pétrolière du Soudan depuis le début des années 1970. En 1979, le président Jafaar Nimeiry, rompait avec les Soviétiques et invitait Chevron à venir exploiter le pétrole du Soudan. Ce fut peut-être une erreur fatale. L'Ambassadeur auprès des Nations unies George H.W. Bush avait personnellement parlé à Nimeiry des photos satellites indiquant des gisements pétroliers au Soudan. Nimeiry a mordu à l'hameçon. La conséquence en ont été les guerres pour le pétrole.

Chevron trouva de grandes réserves pétrolières au sud-Soudan. Elle dépensa 1,2 milliard de \$ 1.2 milliards en forages et en essais. C'est ce pétrole qui a déclenché ce qu'on a appelé la seconde guerre civile du Soudan en 1983. Cible d'attaques répétées et de tueries, Chevron suspendit son projet en 1984. En 1992, elle vendait ses concessions de pétrole soudanaises. En 1999, la Chine commençait à exploiter les champs abandonnés par Chevron avec des résultats remarquables.

Mais aujourd'hui Chevron n'est pas loin du Darfour.



Le pétrole du Tchad et la politique du pipeline

Chevron (pour laquelle Condoleezza Rice a travaillé) est présente au Tchad, aux côtés de l'autre géant pétrolier US, ExxonMobil. Ils viennent d'achever la construction d'un pipeline qui a coûté 3,7 milliards de \$ pour acheminer 160 000 barils/jour de pétrole depuis Doba, au centre du Tchad et près du Darfour, jusqu'au port camerounais de Kribi sur la côte Atlantique, destiné aux raffineries des USA.

Pour ce faire, ils ont travaillé avec le « président à vie » du Tchad Idriss Déby, un despote corrompu qui a été accusé de fournir les armes livrées par les USA aux rebelles du Darfour. Déby a rallié l'Initiative pansahélienne lancée par le Commandement européen du Pentagone, destinée à entraîner ses troupes au combat contre le « terrorisme islamique ». La majorité des tribus du Darfour sont musulmanes.

Doté d'aide militaire, de formation et d'armes des USA, Déby a lancé en 2004 la première frappe qui a déclenché le conflit du Darfour, en utilisant les membres de son Garde présidentielle d'élite originaires de cette de la province, fournissant aux hommes les véhicules tous terrains, les armes et l'artillerie anti-aérienne destinés aux rebelles combattant le gouvernement de Khartoum dans le sud-ouest Soudan. Le soutien militaire des USA à Déby a été le déclencheur du bain de sang au Darfour. Khartoum a réagi et une débâcle s'en est suivie avec toutes ses dimensions tragiques.

Les ONG soutenues par Washington et le gouvernement US crient au génocide, qui n'est pas prouvé et cela est le prétexte invoqué pour, en dernière analyse, envoyer des troupes de l'OTAN et de l'ONU sur les champs pétroliers du Darfour et du sud-Soudan. C'est le pétrole et non la misère humaine qui motive le soudain intérêt de Washington pour le Darfour.

La campagne sur le « génocide au Soudan » a commencé en 2003, au moment même où le pipeline Tchad-Cameroun entait en fonction. Les USA ont maintenant une base au Tchad pour partir à la conquête du pétrole du Darfour et, potentiellement, pour coopter les nouvelles sources de pétrole de la Chine. Le Darfour est au carrefour stratégique entre le Tchad, la République centrafricaine, l'Égypte et la Libye.

Selon Keith Harmon Snow « les objectifs militaires US au Darfour – et plus largement dans la Corne de l’Afrique – ont été desservis par le soutien apporté par l’OTAN et l’ONU au déploiement de troupes de l’Union africaine au Darfour. Là l’OTAN apporte un appui terrestre et aérien aux troupes de l’UA qui sont classées comme “neutres” et “forces de paix”. Le Soudan est en guerre sur trois fronts, contre trois pays – l’Ouganda, le Tchad et l’Éthiopie – où il y a une présence US significative et où des programmes militaires US sont en cours. La guerre au Soudan implique à la fois des opérations clandestines US et des factions « rebelles » entraînées par les USA et venant du sud-Soudan, du Tchad, de l’Éthiopie et de l’Ouganda. »

Déby lorgne aussi vers la Chine

La réalisation du pipeline US financé par la Banque mondiale, du Tchad à la côte camerounaise était conçue dans le cadre d’un plan plus vaste de contrôle des richesses pétrolières de l’Afrique centrale, depuis le Soudan jusqu’au Golfe de Guinée dans sa totalité.

Mais le pote de Washington Idriss Déby a commencé à être mécontent de la faible part qui lui revenait des profits pétroliers contrôlés par les US. Quand lui et le parlement tchadien ont décidé début 2006 de prendre une plus grande part des revenus pétroliers pour financer les opérations militaires et étoffer son armée, le nouveau président de la Banque mondiale et artisan de la guerre d’Irak Paul Wolfowitz a déclenché la suspension des prêts au Tchad. Puis en août 2006, après avoir été réélu, Déby a créé une société pétrolière tchadienne, la SHT, et a menacé d’expulser Chevron et la malaisienne Petronas pour défaut de paiement de taxes et a exigé des royalties de 60% sur le pipeline. À la fin, il a pu s’entendre avec les compagnies pétrolières, mais les vents du changement avaient commencé à souffler.



Rebelles du FUC capturés lors de l’échec de leur attaque contre Ndjaména en avril 2006

Déby doit aussi faire face à l’opposition croissante d’un groupe rebelle, le Front uni pour le changement (FUC), dont il dit qu’il est financé de manière occulte par le Soudan. Cette région est une partie vraiment complexe du monde de la guerre. Le FUC a établi ses bases au Darfour.

C’est dans cette situation instable que la Chine s’est pointée au Tchad avec une valise pleine d’aide financière. Fin janvier, le président chinois Hu Jintao a effectué une visite d’État au Soudan et au Cameroun parmi d’autres pays africains. En 2006, les dirigeants chinois ont visité pas moins de 48 pays africains. En août 2006, Pékin a accueilli le ministre des Affaires étrangères tchadien pour des discussions et une reprise des relations diplomatiques interrompues en 1997. La Chine a commencé à importer du pétrole du Tchad comme du Soudan. Pas beaucoup de pétrole, mais si Pékin obtient ce qu’il veut, cela pourrait vite changer.

En ce mois d’avril 2007, le ministre tchadien des Affaires étrangères a annoncé que les discussions avec la Chine sur une plus grande participation de celle-ci à l’exploitation du pétrole tchadien « progressaient bien ». Évoquant les termes des propositions chinoises pour une exploitation du pétrole tchadien, il a dit qu’ils impliquaient « un partenariat beaucoup plus égalitaire que ceux auxquels nous sommes habitués. »

La présence économique de la Chine au Tchad pourrait par une ironie du sort avoir un effet plus calmant sur les combats et les déplacements de populations au Soudan que ne pourraient jamais en avoir aucune présence de troupes de l'Union africaine ou de l'ONU. Cela ne serait pas vu d'un bon oeil à Washington et au QG de Chevron, dans la mesure où ils verraient ce pétrole glisser entre leurs mains sanglantes.

Mais le Tchad et le Darfour le sont qu'une partie de l'effort chinois pour "s'assurer le pétrole à la source" à travers l'Afrique. Le pétrole est aussi le facteur premier dans la politique africaine des USA aujourd'hui. George W. Bush s'intéresse aussi à une nouvelle base US à Sao Tome et Principe à 260 km de la côte du Golfe de Guinée, à partir de laquelle il sera possible de contrôler les champs pétroliers de l'Angola au Sud au Congo, au Gabon, à la Guinée équatoriale, au Cameroun et au Nigeria. Il se trouve justement que ce sont exactement les mêmes zones sur lesquelles les récentes activités diplomatiques et financières chinoises se sont concentrées.

«Le pétrole d'Afrique de l'Ouest a acquis un intérêt stratégique national pour nous », déclarait déjà en 2002 Walter Kansteiner, le secrétaire d'État adjoint à l'Afrique. Le Tchad et le Darfour ne sont qu'une extension de la politique US en Irak « par d'autres moyens » - contrôle du pétrole partout. La Chine défie ce contrôle « partout », particulièrement en Afrique. Cela ressemble à une nouvelle Guerre froide pour le pétrole.

[Article original en anglais](#) publié le 20 mai 2007

Traduit de l'anglais par Fausto Giudice, membre de [Tlaxcala](#), le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique. Cette traduction est en Copyleft pour tout usage non-commercial : elle est libre de reproduction, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner sources et auteurs.

F. William Engdahl est l'auteur de A Century of War: Anglo-American Oil Politics (Un siècle de guerre : la politique anglo-US du pétrole) Pluto Press Ltd. Il peut être contacté via son site web www.engdahl.oilgeopolitics.net.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [F. William Engdahl](#), Mondialisation.ca, 2007

Articles Par : [F. William Engdahl](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca